

Le Genevois français, terre de misère

HAUTE-SAVOIE La proximité de la Suisse pénalise soignants, enseignants et policiers qui peinent à se loger et vivre décemment. Les élus réclament une prime à la vie chère pour remédier à la grave pénurie de personnel

CHRISTIAN LECOMTE
@chrislecdz5

«Des profs qui donnent dans leur automobile, on voit cela en Haute-Savoie», confie Emmanuel Fuss, le secrétaire départemental du syndicat enseignant SE-Unsa. La scène se répète même à chaque rentrée scolaire. Les fraîchement diplômés qui commencent à 1400 euros mensuels et sont nommés dans le Genevois français butent sur l'épineux problème du logement. En attendant ils dorment dans les classes, à l'arrière des voitures, dans un mobile home ou, un peu mieux, en s'entassant à trois ou quatre dans un studio.

Enseignant à Ville-la-Grand, Emmanuel Fuss, dix ans d'ancienneté et 2100 euros par mois, indique: «J'ai eu la chance de m'installer à Annemasse avant l'envolée des prix. Le coût du locatif y est désormais en moyenne de l'ordre de 16,70 euros le m². En France, une loi impose au locataire d'avoir un revenu équivalent à trois fois le montant du loyer. Un prof qui gagne 1800 euros peut prétendre sur Annemasse à un loyer de 600 euros soit 35,9 m². Imaginez la vie pour une famille de quatre personnes.»

Comme sur la Côte d'Azur

Du fait de sa spécificité frontalière, la région figure parmi les plus chères au mètre carré en France. Virginie Duby-Muller, députée de la 4^e circonscription de Haute-Savoie, précise: «Sur les 200 communes françaises les plus chères pour se loger, 32 sont en Haute-Savoie.» L'élue a sollicité un rendez-vous auprès de Stanislas Guerini, le ministre de la Fonction publique. Pour lui faire part de la nécessité urgente de mettre en place en Haute-Savoie une prime à la vie chère «un peu comme dans la couronne parisienne ou sur la Côte d'Azur».

«Vu de Paris, notre département hautement touristique ne serait qu'opulence, alors que la précarité y est très élevée, touchant notamment les personnels de la fonction publique. Vivre avec deux salaires non frontaliers est un défi au quotidien», avance la parlementaire. Certains fonctionnaires ne restent que quelques semaines sur le territoire, faute de logement convenable. «S'exiler à 30 voire 40 kilomètres est une solution, mais entre alors en jeu le prix du carburant. Le rail existe mais la Haute-Savoie est très mal desservie», reprend Emmanuel Fuss. Conséquence: des pénuries de personnel dans tous les secteurs d'activité. «Des postes demeurent non pourvus au commissariat d'Annemasse car les policiers ne bénéficient pas de logement contrairement aux gendarmes. Ils postulent ailleurs ou alors vont en Suisse et deviennent agents de sécurité à l'ONU. C'est moins gratifiant mais le salaire est bon», souligne Virginie Duby-Mul-

ler. Au nouvel Ehpad (EMS) de Saint-Julien-en-Genevois, un étage est fermé faute de soignants. «Sur l'ensemble de la Haute-Savoie, il y a 700 lits en Ehpad qui sont fermés alors que les listes d'attente sont longues», poursuit l'élue. Dans certaines structures hospitalières, il manque jusqu'à 40% d'infirmières. Pour fidéliser les soignants et réduire les départs vers la Suisse, Christian Dupessey, le maire d'Annemasse qui préside aussi le Pôle métropolitain du Genevois français, réfléchit à proposer des contrats de formation: ou les étudiants s'engagent, une fois diplômés, à exercer en France, ou ils remboursent le coût de cette formation s'ils partent travailler en Suisse. La sacro-sainte poste française est aussi touchée. L'imposant centre de tri de Saint-Genis-Pouilly (Pays de Gex) manque de personnel en permanence. Au point qu'un chargé de recrutement RH a été embauché à temps plein, qu'un nouveau collaborateur accède directement au 2^e grade, ce qui ne se fait pas ailleurs, et qu'une prime de 470 euros par trimestre est versée. Selon le *Dauphiné Libéré*, «ces mesures semblent avoir fait avancer le recrutement et la pérennisation des postes».

Les élus haut-savoyards font bloc face à l'urgence de la situation. Et on réunit les forces pour faire plier Bercy (le Ministère de l'économie). Les initiatives fusent. Le sénateur Cyril Pellevat, qui estime à 5 millions d'euros le coût total de la prime de résidence (ou vie chère) par rapport au nombre de personnes éligibles, propose la création d'un système de foncières afin que les collectivités participent à l'acquisition de logements sociaux pour les personnels.

«Depuis le blocage des salaires en 2008, nous avons perdu 25% de notre pouvoir d'achat»

EMMANUEL FUSS, SECRÉTAIRE DU SYNDICAT ENSEIGNANT SE-UNSA

La mairie de Saint-Julien-en-Genevois organise depuis un an ses Assises de l'attractivité (logement, formations, rémunérations). Un livre blanc est en cours de rédaction et sera adressé au ministre de la Fonction publique. Le syndicat SE-Unsa a fait circuler une pétition intitulée (1579 signatures) qui a été envoyée au préfet de Haute-Savoie. «Depuis le blocage des salaires en 2008, nous avons perdu 25% de notre pouvoir d'achat. Il n'y a jamais eu de réévaluation. Ajoutez l'inflation actuelle et cela donne une profession à bout de souffle», insiste Emmanuel Fuss. Le syndicat a réalisé une enquête sur un panel d'une centaine d'enseignants. Elle indique entre autres que 20% d'entre eux se sentent dévalorisés à cause de leurs problèmes financiers qui créent un sentiment de supériorité chez les parents d'élèves et les élèves. ■